

Entre-temps, le député devrait savoir que nous avons dit que nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir nos agriculteurs, pour les aider à surmonter ces difficultés.

* * *

LA SOCIÉTÉ INTERNATIONAL NICKEL

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, Inco Limitée a annoncé hier l'élimination de 600 emplois à Sudbury. Avec sa politique de dollar fort et d'intérêts élevés, le gouvernement éreinte une industrie qui est déjà aux prises avec d'autres difficultés. Je demande au premier ministre de bien vouloir ordonner à son ministre des finances de mettre une halte aux politiques économique et fiscale nuisibles du gouvernement.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je n'apprends certes rien à la députée en lui disant qu'INCO Limitée vend du nickel dans le monde entier et que la diminution des bons de commandes correspond à une tendance mondiale sur le marché du nickel attribuable surtout des difficultés que connaît l'industrie de l'automobile.

Croyez-moi, la mise à pied de 600 personnes dans cette ville est loin de me réjouir, mais je dois admettre que le problème est d'envergure internationale, non seulement canadienne. Nous devons nous efforcer au Canada, de venir en aide aux gens qui sont mis à pied, et ce sera fait grâce aux mesures que le gouvernement a déjà mises en place.

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, à l'origine, il y a deux mois, on avait parlé de 200 emplois. Le 9 septembre, on a annoncé que 400 emplois seraient supprimés. Et aujourd'hui, ce nombre atteint 600. Pendant ce temps, la valeur du dollar ne cesse d'augmenter.

Les habitants de Sudbury, les habitants du Canada, demandent quand tout cela va-t-il finir? Quand le Premier ministre et son gouvernement écouteront-ils enfin les Canadiens, quand mettront-ils un frein à la désindustrialisation du pays et quand proposeront-ils de nouveaux programmes économiques?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je répète que les programmes du gouvernement du Canada ne peuvent pas faire grand-chose pour régler la surabondance de nickel

Questions orales

qui existe aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Cela est indépendant de notre volonté.

Ma collègue a mentionné certains aspects de la politique du gouvernement. Les taux d'intérêt au Canada ont chuté d'environ 5,5 points de pourcentage depuis mai l'an dernier alors qu'ils avaient atteint leur maximum. Nous avons vu se rétrécir l'écart entre les taux d'intérêt du Canada et ceux des États-Unis, ce qui vise à favoriser la reprise économique qui est déjà amorcée, comme le sait très bien ma collègue. Nous avons vu une amélioration de la performance économique durant le deuxième trimestre de cette année, de l'ordre de 5 p. 100 en termes annuels. Nous retombons donc sur nos pieds. Et les programmes que nous appliquerons à l'avenir renforceront cette démarche.

* * *

L'IRAK

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Plus tôt cette année, le Secrétaire général adjoint de l'ONU avait qualifié de quasi apocalyptiques les conditions régnant dans l'Irak d'après-guerre et avait constaté que les enfants irakiens avaient cessé de grandir à cause du manque de nourriture.

Une équipe médicale de Harvard a déclaré que plus de 55 000 enfants de moins de cinq ans étaient morts à cause d'une alimentation déficiente, de mauvaises conditions d'hygiène et du manque de soins médicaux.

Voici ma question au premier ministre: quelles mesures d'urgence concrètes notre gouvernement prend-il, en tant que membre de la coalition du temps de guerre, pour venir en aide aux enfants qui meurent en Irak, et pour faire en sorte, surtout en ce moment, que les ventes de blé canadien à l'Irak reprennent dès maintenant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le gouvernement se préoccupe bien sûr beaucoup des pertes de vies où que ce soit, et, par le truchement d'organismes humanitaires oeuvrant sous les auspices des Nations Unies, le Canada a fait ce que nous estimons être des contributions importantes pour venir en aide à ceux qui en ont besoin.

Le mieux qui pourrait arriver pour le bien des enfants irakiens, pour le bien de la population irakienne, serait que Saddam Hussein cesse d'agir comme un hors-la-loi international et se comporte d'une façon qui lui permette de réintégrer la communauté internationale. C'est alors, et seulement alors, que tous les habitants de l'Irak trouveront la paix et la prospérité auxquelles ils ont droit.